

Bruxelles, le 10.6.2015
C(2015) 3822 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10.6.2015

**relative à la mesure individuelle en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds
européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10.6.2015

relative à la mesure individuelle en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹ (FED) et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement² et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif annuel pour le Burkina Faso³ pour la période 2014-2020⁴, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: la gouvernance, la santé ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et l'eau.
- (2) La mesure financée au titre du 11^e FED⁵ vise à appuyer le processus de transition politique au Burkina Faso, et à contribuer à stabiliser la situation politique, sociale et économique, à contribuer à la bonne conduite du processus électoral, à appuyer la consolidation de l'état de droit et de la gouvernance et à augmenter l'espace budgétaire de gouvernement en 2015 et 2016. Elle permettra de renforcer le dialogue avec le gouvernement sur la politique nationale de développement, le cadre macroéconomique et les finances publiques.
- (3) Un soulèvement populaire visant à empêcher la modification de la Constitution par le président alors en exercice, a abouti à la dissolution du gouvernement et de l'assemblée nationale, ainsi qu'à la démission du président du Burkina Faso le 31 octobre 2014. Dans un délai de deux semaines, un gouvernement de transition a été nommé par toutes les parties prenantes, afin d'administrer le pays jusqu'à l'élection officielle d'un président et d'une nouvelle assemblée nationale. Le premier tour des prochaines présidentielles et législatives est ainsi fixé au 11 octobre 2015, alors que les élections municipales sont programmées pour le 31 janvier 2016.
- (4) Le Burkina Faso se trouve dans une situation de fragilité politique: le pays dispose, pour une période limitée, d'institutions de transition (exécutive et législative) avec des

¹ JO L 58, 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58, 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3497

⁴ Décision C(2014)3497

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

mandats encadrés par la "Charte de la Transition", se superposant à la Constitution de 1991.

- (5) En plus de la fragilité politique, la principale difficulté à laquelle le gouvernement de transition fait face est une diminution importante des recettes internes en raison de plusieurs chocs internes (situation socio-politique) et externes (cours des matières premières, taux de change et maladie à virus Ebola). Il est donc important de donner au gouvernement les moyens d'organiser les élections pour mettre fin à la transition, de maintenir les services publics de base et de répondre aux attentes sociales de la population, tout en maintenant une stabilité macroéconomique.
- (6) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁶ applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité⁷.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe : Programme d'Appui à la Transition au Burkina Faso (PATBF)

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne autorisée par la présente décision pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 120 000 000 EUR et est financée sur l'enveloppe A du 11^e FED.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

⁶ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

⁷ JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94(4) du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut adopter des modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 10.6.2015

Par la Commission

Neven Mimica

Membre de la Commission